

la pauvreté au nom des enfants du Canada afin d'extirper ou de réduire considérablement ce cancer de notre société?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de son excellente question. Il fait remarquer avec justesse que le Sommet mondial de l'ONU, dont le premier ministre sera vice-président, représente un grand pas en avant pour tous les enfants du monde. Il s'agira du plus grand rassemblement de leaders mondiaux depuis le Congrès de Vienne, en 1814.

L'un des buts du Sommet sera d'organiser une attaque concertée contre la pauvreté chez les enfants. L'un des engagements du gouvernement est de poursuivre tous ses efforts pour réduire le taux de pauvreté chez les enfants.

Je suis heureux de pouvoir dire au député que depuis 1984, nous avons pu réduire de plus d'un quart de million le nombre des enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté, et nous sommes déterminés à poursuivre notre lutte pour réduire encore davantage leur nombre.

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, il y a encore malheureusement au moins un million d'enfants pauvres au Canada dont la vie est menacée. Nous ne pourrions pas laisser l'ignorance, les mauvais traitements et la maladie continuer de nous ravir nos enfants. Si on formait une seule file avec tous les gens qui attendent devant les banques d'alimentation, elle s'étendrait d'Ottawa jusqu'à New York. À Winnipeg seulement, le nombre de gens qui dépendent des banques d'alimentation a augmenté de 30 p. 100.

Comme tous ceux qui sont en faveur de meilleurs services de garde d'enfants, la Manitoba Child Care Association craint, elle aussi, que la santé et la vie de milliers d'enfants ne soit menacée parce que les programmes actuels de garde d'enfants au Canada ne répondent pas aux besoins.

Quand le gouvernement commencera-t-il à offrir aux familles canadiennes le programme universel de garde d'enfants qu'on attend depuis si longtemps?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je crois que nous avons fait beaucoup en vue d'enrayer la pauvreté chez les enfants, mais je crois qu'il y a encore moyen d'améliorer la situation, et c'est ce que nous nous engageons à faire. Nous nous engageons à mettre en place une politique sur les services de garde d'enfants au cours de la présente législature.

Par ailleurs, le député pourrait être très utile à tous ceux qui, comme nous, veulent aider les enfants du

Canada. Comme il le sait, un projet de loi prévoyant une augmentation de 500 millions de dollars des prestations parentales dans le cadre de la réforme de l'assurance-chômage est actuellement à l'étude au Sénat. Le député pourrait nous apporter une aide exceptionnelle s'il demandait aux sénateurs libéraux d'adopter cette mesure législative sans plus tarder.

* * *

AIR CANADA

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre d'État aux Transports.

Air Canada a confirmé qu'elle prévoyait mettre à pied au moins 2 300 employés. Selon des rumeurs, les licenciements pourraient même s'élever jusqu'à 3 000. Tout indique également que cette société éliminera plusieurs routes dites non rentables.

Quelles mesures le ministre et le gouvernement ont-ils l'intention de prendre pour préserver ces emplois et les services menacés de disparition?

L'hon. Jean Corbeil (ministre du Travail et ministre d'État (Transports)): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député pour sa nomination à titre de porte-parole de son parti pour les transports.

En réponse à sa question, je lui rappelle qu'Air Canada est maintenant une entreprise privée qui exerce son activité suivant les lois du marché et qui doit, par conséquent, respecter la demande.

Nous veillerons sûrement à ce que tous les employés mis à pied, en supposant qu'il y ait des licenciements, soient traités comme il se doit.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture.

À l'heure actuelle, les agriculteurs canadiens ne peuvent absolument rien faire de leur excellente récolte de très bonne qualité, en raison des subventions américaines qui dépassent les 55 \$ la tonne alors qu'à une certaine époque, ces subventions n'étaient que de 5 \$ à 7 \$ la tonne.

Selon moi, cela va à l'encontre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis prévoyant que les Américains n'offriraient pas ces subventions à des pays tiers. Je me demande ce que le gouvernement fait au sujet des nouvelles selon lesquelles le Congrès s'apprêterait à modifier la législation commerciale pour étendre